



**Fondation Hanns Martin Schleyer  
Laudatio Prof. Dr. Dr. Clemens Fuest  
Stuttgart, le 6 mai 2019**

**Discours de Sylvie Goulard  
Seconde sous-gouverneure de la Banque de France**

*Version originale allemande  
Traduction  
Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le Président de la République fédérale,  
Monsieur le Professeur Fuest (et chère famille Fuest),  
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier la fondation Hanns Martin Schleyer pour l'honneur qui m'est fait d'être associée à la remise de ce prix prestigieux au Professeur Clemens Fuest.

Le fait surprenant n'est pas que Clemens Fuest, économiste respecté pour lequel j'ai la plus haute estime, reçoive ce prix, mais plutôt que je prononce son éloge. Aussi, j'imagine que vous ne vous attendez pas à une laudatio orthodoxe.

Je me bornerai donc à rappeler brièvement – si tant est que cela soit possible – le très riche parcours du Professeur Fuest qui l'a mené de l'université de Bochum et de celle de

Mannheim à un doctorat à Cologne et à une habilitation à Munich. La variété des sujets que Clemens Fuest aborde ressort de ses nombreux travaux : il s'est penché dans sa thèse sur les questions économiques européennes pour ensuite consacrer son travail d'habilitation à la fiscalité et l'emploi. Elle ressort aussi de la succession des postes de professeur qu'il a occupés : à l'université de Cologne, à la Saïd Business School de l'université d'Oxford. Il a ensuite dirigé le Centre européen de recherche économique (ZEW) à Mannheim, avant de devenir, en 2016, Président de l'institut Ifo, position qu'il occupe encore aujourd'hui. Il enseigne en parallèle à l'université Ludwig-Maximilian à Munich. Et je ne mentionne pas les nombreux conseils scientifiques et autres organismes auxquels il appartient.

Je n'insisterai pas longtemps sur les mérites du Professeur Fuest qui imprime sa marque depuis des années sur les débats économiques en Allemagne par ses nombreuses publications de recherche académique, ses articles de presse et ses interventions télévisées : le Frankfurter allgemeine Zeitung le cite tous les ans comme l'un des experts les plus influents d'Allemagne.

Vous ne serez pas surpris que je me concentre sur l'influence européenne de Clemens Fuest.

J'ai interrogé un certain nombre de ses collègues économistes. Je voudrais témoigner du respect qu'il suscite au sein des cercles académiques de toute l'Europe. Non seulement ses travaux se distinguent par leur grande rigueur intellectuelle mais le Professor Fuest est aussi apprécié parce qu'il « sait écouter », parce qu'il « cherche à comprendre les autres », ou encore parce qu'il a « l'esprit d'équipe ». Il est aussi apprécié parce qu'il est « fair-play » et qu'il argumente avec une honnêteté intellectuelle qui suppose une grande indépendance d'esprit. Depuis le début de la crise, certains universitaires ont eu tendance à prendre la parole en fonction du lieu d'où ils s'exprimaient. La nationalité marque de son sceau la plupart des esprits. Clemens Fuest est sans aucun doute possible un économiste allemand. Mais il évite de se considérer uniquement comme tel. Dans les panels auxquels nous avons pu participer ensemble, dans les papiers que j'ai lus pour préparer ce discours, j'ai toujours senti ce souci de rigueur et d'indépendance d'esprit.

Je citerai, à titre d'illustration, un sujet délicat : les excédents allemands (balance commerciale et des paiements). Je ne partage pas l'esprit dans lequel certains partenaires de l'Allemagne évoquent la question, sur le ton du reproche voire de l'envie. En revanche, je crois important que l'on puisse, au sein d'une union économique et monétaire, évoquer entre partenaires tous les effets, toutes les externalités sur les autres des politiques nationales. Clemens Fuest aborde le sujet sous un angle trop rare : il défend certes ses idées et doute même que les excédents aient un impact nocif, mais il rappelle néanmoins que l'Allemagne doit respecter les obligations posées par l'UE en termes de contrôle des déséquilibres macroéconomiques<sup>1</sup>. Cela peut paraître banal mais cela ne l'est pas. Cette vision européenne d'un problème européen commun le caractérise.

Clemens Fuest a aussi contribué concrètement à jeter des ponts entre les différents pays de la zone euro. En 2013, il a participé activement aux travaux d'un groupe d'économistes, d'hommes politiques et de juristes allemands (*Glienicker Gruppe*). En 2018, il était l'un des quatorze économistes (7 d'Allemagne + 7 de France), qui ont rédigé ensemble un document commun contenant des propositions pour l'avenir de la zone euro<sup>2</sup>, en recherchant de délicats points d'équilibre sur des sujets tels que la discipline budgétaire ou la restructuration des dettes souveraines.

Clemens Fuest a également été membre d'un groupe de travail créé par trois institutions de l'UE (Parlement, Conseil et Commission) qui a réfléchi, sous la présidence de Mario Monti, aux « ressources propres » de l'UE<sup>3</sup>.

Toutes ses études ont la grande honnêteté de souligner l'urgence à agir et à chercher une voie commune.

---

1

[https://www.cesifo-group.de/DocDL/EconPol\\_Policy\\_Report\\_02\\_2017\\_German\\_Account\\_Surplus.pdf](https://www.cesifo-group.de/DocDL/EconPol_Policy_Report_02_2017_German_Account_Surplus.pdf)

2

Reconciling risk sharing with market discipline : a constructive approach to euro area reform, CEPR Policy Insight n° 91

3

[https://ec.europa.eu/info/about-european-commission/eu-budget/how-it-works/long-term-planning/future-long-term-budget/high-level-group-own-resources\\_en](https://ec.europa.eu/info/about-european-commission/eu-budget/how-it-works/long-term-planning/future-long-term-budget/high-level-group-own-resources_en)

Est-ce vraiment si important ? Oui, je le crois vraiment ; car pour lever les ambiguïtés et incompréhensions mutuelles, y compris entre la France et l'Allemagne, il faut aller plus en profondeur et s'astreindre à ces efforts collectifs. Malgré nombre de réflexions académiques et de rapports de l'UE (Blue print, Rapport des 4 présidents, Rapport des 5 présidents), nous n'avons pas suffisamment avancé au sein de l'Union économique et monétaire pour être sûrs de bien résister à une nouvelle crise financière.

D'où viennent les difficultés ? Les premières années de l'euro ont produit une convergence des taux d'intérêt dont on a déduit hâtivement que les économies se rapprochaient, tout comme les esprits. Des erreurs de conception sont passées inaperçues. En outre, aux erreurs collectives se sont ajoutées des fautes commises par certains pays dans leur gestion.

La crise a montré que certaines divergences politiques, mais surtout culturelles sont profondément enracinées. Une résurgence brutale de préjugés et autres stéréotypes n'a pas toujours contribué à traiter ces erreurs avec calme et méthode. Avec la crise, une certaine défiance mutuelle s'est installée, ce qui est dangereux.

Clemens Fuest n'a jamais caché ses doutes sur les failles initiales de la construction de l'euro mais, prenant ses responsabilités, il a osé affirmer qu'une fois un tel projet lancé, on ne revient pas en arrière. Il ne néglige pas non plus les bénéfices que l'Allemagne tire du Marché unique et de l'euro. Cette honnêteté, ce courage méritent d'être salués.

Les pères fondateurs de l'euro ont assurément travaillé avec les ambitions et les analyses de leur temps. Le chancelier Kohl, François Mitterrand et d'autres que je ne peux pas tous citer, étaient animés par des ambitions précises, à caractère politique. Ils ont réussi à arrimer les pays européens les uns aux autres ; au lieu de toujours voir ce qui n'a pas fonctionné, nous devrions nous féliciter que notre monnaie soit aussi stable et que cette construction, aussi originale soit-elle, ait résisté à la pire crise financière et budgétaire depuis 1945.

C'est à notre génération de compléter le travail qui, dans l'esprit des pionniers, était bien censé être poursuivi. À cet égard, ne noircissons pas le tableau non plus : un fonds de secours

(MES) existe à présent, un superviseur unique des plus grandes banques de la zone euro, installé à Francfort, a été créé, pour ne citer que ces deux nouveautés des dernières années.

Et malgré toutes les différences culturelles et l'extrême rigueur des mesures imposées aux populations du Sud de l'Europe, aucun pays n'est sorti de la zone euro. Selon l'Eurobaromètre de la Commission européenne, 70 % des Européens sont favorables à la monnaie commune, ils sont même 81 % en Allemagne, et l'opinion est devenue plus favorable en Italie ces derniers mois, même si le taux d'adhésion est plus bas.

Au terme de cette crise, la situation du Portugal ou de l'Irlande, mais aussi celle de la Grèce, démontrent que le modèle s'est finalement imposé. Dans la douleur certes, mais la maison commune a tenu.

Pouvons-nous nous satisfaire de cela ? Non.

D'une part, les changements profonds que connaît le monde – surtout les changements climatique et technologique – exigent davantage de clairvoyance et moins de complaisance. Les défis mondiaux devraient bien davantage façonner l'intégration européenne. Nous serions bien avisés de regarder plus souvent au-delà de nos frontières nationales.

D'autre part, tous les politiques et experts s'occupant d'économie et de la monnaie ont une responsabilité envers les citoyens : pour éviter d'en arriver de nouveau à des situations aussi lourdes de conséquences sociales, il est crucial d'approfondir nos réflexions communes et de prendre des décisions rapidement.

Si nous sommes vraiment convaincus que nous ne partageons pas seulement une monnaie commune, mais aussi « une communauté de destin », alors le débat transfrontière mérite d'être amélioré et approfondi. Ce n'est certes pas facile dans un contexte de montée des nationalismes et d'absence de hauteur de vues. Le Professor Fuest joue ici un rôle décisif.

Je vais prendre l'exemple de l'économie sociale de marché pour montrer pourquoi nous avons besoin d'une discussion transfrontière approfondie qui n'a malheureusement pas lieu (ou du moins insuffisamment).

Clemens Fuest a reçu l'an dernier le prix « Impulsrede zur Sozialen Marktwirtschaft ». Dans son remarquable exposé *Soziale Marktwirtschaft: Exportschlager oder Auslaufmodell*<sup>4</sup> présenté à cette occasion, il souligne que la « forte acceptation » du concept en Allemagne est peut-être liée à son caractère relativement « vague ».

Le concept s'exporte malheureusement mal. Il a été introduit dans les traités européens (art 3.3) : « *L'Union établit un marché intérieur. Elle œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, (...).* »

Cette notion est hélas peu connue au-delà des frontières allemandes. J'ai souvent fait le test dans les milieux cultivés hors d'Allemagne : le plus souvent, le nom de Ludwig Erhard est connu et vaguement associé au « miracle économique allemand ». En dehors de l'Allemagne (et de l'Autriche), presque personne n'a entendu parler de Alfred Müller-Armack, Walter Eucken et de l'école de Fribourg. L'ordolibéralisme allemand est malheureusement souvent caricaturé en « ultralibéralisme » et en discipline excessive.

C'est pourquoi les citoyens européens ont du mal à comprendre et à intérioriser un tel concept. Il serait donc utile d'expliquer au plus grand nombre, comme le Professeur Fuest le fait avec clarté, que « *la compétitivité de l'économie et le contrôle de la concurrence augmentent le niveau de vie de larges couches de la population* ».

La compétitivité, la concurrence dans un monde digitalisé, la justice sociale, l'indépendance des banques centrales sont des sujets souvent débattus. Comme l'a exprimé Clemens Fuest :

---

4

*« L'importance d'un juste équilibre entre l'équité sociale et la compétitivité de l'économie de marché est actuellement au centre des débats de politique économique comme jamais auparavant ». Cet équilibre est décisif.*

Les Français, qui ont peur du libre jeu des forces du marché, apprécieraient davantage l'économie sociale de marché, s'ils savaient qu'elle est « orientée intentionnellement... plus précisément, orientée à des fins sociales»<sup>5</sup>. Cela vaut aussi pour l'Italie ou l'Espagne, où le chômage des jeunes reste fort élevé et où une part de la population a du mal à faire encore confiance à l'UE.

D'où l'importance de se poser une question qui est en général passée sous silence : avons-nous correctement transposé le concept d'économie sociale de marché au niveau européen ? Tous les éléments qu'il contient en Allemagne – et qui contribuent au succès allemand – sont-ils présents dans l'UE ? La réponse est nuancée.

- Le cadre juridique, qui garantit la liberté de l'activité économique, existe depuis le début de l'intégration européenne (CECA / Communauté européenne – cf. les traités et le rôle de la Commission en tant que gardienne des traités sous le contrôle de la CJUE).
- La politique de la concurrence, qui joue un rôle central dans la théorie de l'économie sociale de marché, afin de faire bénéficier le consommateur de la croissance de la productivité, est depuis des décennies une caractéristique de l'UE ; la Commission a de nombreux pouvoirs dans ce domaine. Sous la direction ferme de Margrethe Vestager, elle est active, et elle l'est actuellement même davantage - d'après toutes les études récentes - que les autorités américaines.

---

5

Müller-Armack, cité par Fuest

- La libre fixation des prix et la protection de la propriété privée sont garanties partout dans l'UE ; l'existence d'une économie de marché viable est même un critère d'adhésion pour de nouveaux États membres.
- Une banque centrale indépendante du pouvoir politique – la BCE – existe depuis Maastricht, et a son siège à Francfort.

Plusieurs éléments du cadre allemand font toutefois défaut au niveau européen.

- Tout d'abord, il manque au niveau de la zone euro / de l'UE une force directrice politique permanente, démocratiquement légitimée. Le pilotage macro-économique consiste par conséquent en une coordination souple des gouvernements nationaux, avec plus ou moins de succès, pour rester diplomate. Bien sûr, chaque gouvernement de l'Union économique et monétaire doit « tenir sa maison en ordre » ; bien sûr, chacun doit assumer sa responsabilité. Mais cela ne veut pas dire que les objectifs communs de l'économie sociale de marché puissent ainsi être atteints. L'indépendance de la banque centrale n'a par exemple pas la même portée dans un tel contexte que dans un cadre étatique classique.
- Deuxième élément : la négociation collective libre n'existe pas dans tous les pays d'Europe. Mais surtout : il n'y a pas de codécision (« Mitbestimmung ») dans les entreprises au niveau européen, alors qu'en Allemagne un rôle plus actif est garanti aux salariés.
- Troisième élément : absence de politiques sociales actives que l'État peut mener pour corriger par exemple les disparités de revenu qui se produisent sur le marché. La formation, qui joue un rôle si crucial pour les jeunes en Allemagne et en Autriche, ne fait pas non plus partie du « paquet » de l'économie sociale de marché au niveau européen.

Selon l'Agence fédérale pour l'éducation civique, l'économie sociale de marché inclut :



*« une politique économique, conjoncturelle et fiscale active de l'État ainsi qu'un ensemble de prestations sociales, qui protège par exemple les personnes âgées, malades, aux faibles revenus ou au chômage de la précarité économique, quand elles ne peuvent pas subvenir à leurs propres besoins<sup>6</sup>. »*

Il ne s'agit évidemment pas de reprendre tous les éléments de l'économie sociale de marché allemande, à l'identique, au niveau européen, mais au moins de comprendre que le concept « économie sociale de marché » a perdu quelques éléments clés en route entre Fribourg et Bruxelles.

Le rapport Werner, rédigé en 1970 dans la perspective de la création d'une monnaie commune, allait beaucoup plus loin que tout ce que l'on peut lire aujourd'hui. Il proposait un transfert de compétences dans le domaine de la politique économique et budgétaire, davantage de convergence fiscale et la responsabilité des autorités communes devant un Parlement. Il considérait qu'il était nécessaire de consulter les salariés et les employeurs afin de prévenir des divergences excessives. En comparaison, les discussions actuelles manquent un peu d'envergure et d'imagination.

Faut-il s'étonner que tant de citoyens européens soient aujourd'hui suspicieux ou se sentent oubliés ?

Quand nous parlons d'une « économie sociale de marché », quand nous affirmons que nous voulons augmenter ensemble le niveau de vie, alors nous devons tenir nos promesses en agissant tant au plan national qu'euro-péen ou de la zone euro. En outre, si, au sein de l'UE, toutes les décisions relatives au marché sont prises à la majorité, mais celles qui pourraient faire avancer le social et la politique fiscale restent prises à l'unanimité – et par conséquent restent souvent en plan – nous ne devrions pas être si étonnés que le scepticisme augmente au sein de la population.

---

6

<https://www.bpb.de/nachschlagen/lexika/lexikon-der-wirtschaft/20642/soziale-marktwirtschaft>

Dans un rapport rédigé pour la Commission européenne<sup>7</sup>, Mario Monti avait déjà, il y a dix ans, conseillé d'améliorer cet équilibre déjà évoqué précédemment. Les peurs légitimes des citoyens doivent être prises au sérieux et prises en compte afin d'obtenir leur adhésion pérenne à l'économie de marché (principalement par une meilleure convergence sociale et fiscale, associée à davantage de libéralisation, selon le rapport).

Sinon, nous mettons en danger non seulement la stabilité de notre monnaie, mais aussi notre cohésion sociale.

\*

Le malaise tient peut-être aussi à une utilisation inadéquate du concept de subsidiarité. La subsidiarité est certes incontournable dans une UE de presque 30 pays. 500 millions d'Européens ne peuvent pas être gouvernés de manière centralisée.

Mais la répartition actuelle des compétences est tout sauf optimale. Nous agissons encore au niveau national dans des domaines où une action commune est nécessaire : dans les domaines de la sécurité traditionnelle, de la diplomatie ou encore de la cybersécurité et du changement climatique, nous pourrions être mieux armés et plus efficaces si nous agissions ensemble. Nous affirmons être souverains mais nous ne sommes pas même en mesure de sauvegarder un traité important avec l'Iran (sur la prolifération d'armes nucléaires), parce que les USA ont décidé unilatéralement de s'en retirer et d'appliquer des sanctions. Le renforcement du rôle international de l'euro pourrait améliorer notre indépendance stratégique.

Il est fait usage de la subsidiarité, mais elle est peu prise en considération et elle est parfois instrumentalisée. Être proche des citoyens, c'est bien. Je crains cependant que ce concept de subsidiarité ne devienne dans certains cas un avatar politiquement correct du nationalisme. En s'abritant derrière la subsidiarité, on se donne bonne conscience pour ne rien faire d'européen et pour consolider dans le même temps les situations de rentes au niveau

---

<sup>7</sup> [Report on the future of the Single Market](#), 9 mai 2010

national. Peu importe si le prix à payer est concrètement moins de sécurité, davantage de blanchiment d'argent ou moins de poids au niveau mondial.

À cet égard, nous n'avons pas même réussi à construire un pont solide entre Allemands et Français. Pour un pays habitué à une répartition des compétences entre plusieurs niveaux de responsabilité comme l'Allemagne, le recours à la subsidiarité (et à une « multi level governance ») est plus naturel que dans un État fortement centralisé. En France, l'égalité des citoyens – où qu'ils vivent sur le territoire – est la valeur politique clé depuis 1789 : on enseigne les mêmes matières à l'école à Marseille et à Lille, et le salaire minimum est le même pour tous dans tout le pays. Tocqueville a écrit dans *L'Ancien Régime et la révolution* que la France est « une nation affolée d'égalité ». Je crains que cela ne soit toujours vrai. Cette approche est difficilement compatible avec celle de la subsidiarité qui implique que des différences importantes peuvent résulter de choix locaux.

Réalité de l'économie sociale de marché, ambiguïtés de la subsidiarité, voilà deux exemples de difficultés fondamentales. Certains en Allemagne redoutent que tous les Européens escomptent des « transferts » d'argent allemand. Ce n'est pas à mon sens le ressort principal des attentes et interrogations qui existent dans les autres pays.

Il est crucial de travailler sur ces désaccords, comme Clemens Fuest le fait souvent dans ses articles.

Son article *What a feeling ? How to promote European Identity ?*<sup>8</sup> est à cet égard particulièrement précieux. Il contient des propositions concrètes pour une participation personnelle des citoyens européens à la construction européenne, pour une meilleure information transfrontalière pour le rapprochement sans lequel les divergences fleurissent.

La rigueur intellectuelle et le talent de passeur d'idées du Professeur Clemens Fuest sont très précieux dans un tel contexte. Nous n'arriverons à bâtir un sentiment d'appartenance, un

---

8

Econpol, 09 2018 avec Sarah Ciaglia et Friedrich Heinemann

« Wir-Gefühl » - pour utiliser un de mes termes allemands préférés – que si des êtres humains en chair et en os font l'effort de réfléchir avec des partenaires pour proposer des solutions qui ne soient pas l'affirmation de leurs propres certitudes mais un authentique compromis entre des visions différentes.

Ensuite, nous devrions nous rappeler que les fondateurs n'ont pas visé seulement la paix en Europe. Je sais bien qu'en Allemagne, comme aurait dit Helmut Schmidt, on envoie volontiers chez le médecin toute personne qui parle de « vision ». Mais nous avons besoin de redonner du sens à la démarche commune. Un exemple : le nouveau défi du traitement des données. Nous ne pouvons accepter le pillage des données personnelles à des fins de contrôle par un pouvoir autoritaire ou d'enrichissement d'un petit groupe d'individus. L'Europe, c'est autre chose qu'un *business model* à l'américaine ou une société autoritaire à la chinoise.

L'incendie de Notre-Dame le 15 avril dernier nous a remis en mémoire que l'Europe, c'est plus que des traités et des institutions, aussi importants soient-ils. Ce qui importe, c'est l'esprit. Et nous négligeons trop souvent le rôle de l'art dans les émotions. Notre histoire, imprégnée de chrétienté et des Lumières, est importante. Ce soir là, j'ai reçu des dizaines de messages du monde entier, mais surtout d'Europe, de la part d'amis européens qui se sentaient personnellement concernés.

Alors j'ai repensé à un discours de Paul-Henri Spaak à Strasbourg le 18 septembre 1954, au Conseil de l'Europe. Il m'est revenu en mémoire à cause de la référence aux cathédrales. Je vais en lire un extrait. Son texte est magnifique pour réfléchir à la guerre et à la paix.

**« (...) Et si vous en avez assez de ces souvenirs de batailles, je vous demande (...) de vous rendre compte qu'il y a quelque chose d'autre en Europe que les drapeaux déployés sur les champs couverts de morts, qu'il y a nos cathédrales qui dressent vers un même ciel leur appel vers un même Dieu, il y a nos peuples qui travaillent et qui souffrent et qui ont les mêmes intérêts et qui cherchent passionnément à la fois la paix et la prospérité qu'ils méritent. Il y a Descartes et il y a Goethe, il y a Kant et il y a Pasteur, il y a Beethoven (...).**

**Est-ce que vous ne vous rendez pas compte que nous sommes les hommes d'une même civilisation et, quelles que soient nos convictions personnelles et philosophiques, d'une même civilisation qui s'appelle la civilisation chrétienne et quand nous aurons tous disparu et qu'on ne pensera plus à aucun d'entre nous dans le recul du temps, on saura tout de même qu'ensemble, c'est cette aventure-là que nous avons vécue.**

**Aujourd'hui, votre fameuse querelle séculaire franco-allemande, elle n'a plus beaucoup d'importance, excusez-moi de vous le dire, dans le grand conflit où, Français et Allemands, vous êtes du même côté de la barricade, dans le grand conflit qui aujourd'hui oppose l'Est à l'Ouest, dans le grand conflit où il s'agit de défendre non plus même un territoire sacré, mais de grandes idées, une civilisation commune, des règles morales et politiques communes et la même conception honorable de l'Homme. »**

Son discours faisait allusion à la guerre froide. Son message sur nos valeurs communes n'a rien perdu de son actualité !

Aujourd'hui, la fondation Hanns Martin Schleyer m'a fait un beau cadeau. Car personnellement, je me suis toujours sentie du même côté que les Allemands de bonne volonté, du côté de la démocratie et de l'État de droit comme la *Bundesrepublik* a su les consolider de manière exemplaire depuis 1949, du côté du savoir scientifique et académique, du côté des Européens engagés et cultivés comme Clemens Fuest.

*Pour la promotion et la consolidation des fondements d'une communauté libérale, comme l'exprime le prix, nous avons encore beaucoup à faire.*

Merci Clemens pour tout ce que vous avez déjà réalisé. Nous continuons.